

Parc naturel régional

de

Camargue

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL À CANDIDATURES

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE LA MAISON DES PRODUITS DE CAMARGUE

DATE et HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

Nouvelle date 13 novembre 2020



Article 1 – Pouvoir adjudicateur

1.1 – Nom et adresse officielle du pouvoir adjudicateur

Syndicat Mixte du Parc naturel régional de Camargue
Mas du Pont de Rousty
13200 ARLES
04 90 97 10 40

1.2– Type du pouvoir adjudicateur

Etablissement public

1.3 - Représentant du pouvoir adjudicateur :

M. Roland Chassain, Président du syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue ou Monsieur Régis Visiedo, directeur du syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue.

Article 2 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la désignation du titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation de la Maison des produits de Camargue, située RD570 des Saintes Maries de la mer, 13200 Arles, dont le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue est propriétaire.

Il s'agit d'une autorisation précaire et révocable à tout moment par le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue. L'autorisation est personnelle et non cessible. Elle ne confère aucun droit réel.

L'autorisation donnée par le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue fera l'objet d'une convention signée par les deux parties définissant les conditions d'exploitation de la Maison des produits de Camargue.

Article 3 – Mode de passation

3.1. – Mode de passation

La consultation pour l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public est passée en application des articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

3.2 Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier les propositions. Le cas échéant seuls les 3 candidats ayant présenté la meilleure proposition au regard des critères de sélection prévus par le règlement de la consultation seront invités à participer à la négociation. Si moins de 3 candidats répondent à la consultation, la négociation se déroulera avec le ou les candidat(s) ayant présenté une candidature recevable. La négociation pourra se dérouler par mail ou par le biais d'une réunion (avec rédaction d'un procès verbal). Les candidats devront joindre à leur proposition des coordonnées valides.

3.3 Visite facultative du bâtiment

3 dates de visite sont programmées : le 8 octobre à 14h, le 15 octobre à 15h30, le 22 octobre à 14h.

Les candidats souhaitant visiter les lieux sont invités à prendre rendez-vous à l'avance par mail à l'adresse suivante : r.abbes@parc-camargue.fr au plus tard 24h avant l'une des deux visites programmées. Passé ce délai, la disponibilité des agents en charge de l'organisation des visites n'est pas garantie.

3.4. Interruption prématurée de la procédure

Le PNRC se réserve le droit de mettre fin à la consultation à tout moment, pour motif d'intérêt général. Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée.

Article 4 - Cotraitance

Les candidats peuvent se porter candidats à la présente consultation sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Le groupement désignera un mandataire commun.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution de la prestation.

Article 5 – Durée de l'autorisation

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation de la maison des produits de Camargue est accordée pour une durée de cinq (5) ans renouvelables une fois. La convention d'occupation entrera en vigueur à compter de sa notification

Article 6 – Modalités de la consultation

6.1. Retrait ou demande du dossier

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat. Il est téléchargeable sur la plateforme <https://www.marchesonline.com/>

En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation, le candidat est informé qu'il ne pourra pas recevoir les différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore les éventuelles modifications du dossier de consultation en cours de procédure. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés. Seule la consultation régulière de la plateforme permettra alors au candidat de rester informé de l'évolution de la procédure.

6.2. Contenu du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le projet de convention d'occupation du domaine public et ses annexes. Ce document fixe le cadre de l'autorisation d'exploitation. Les candidats doivent tenir compte des règles édictées dans ce projet de convention pour établir leur offre.
- Le cadre de réponse à remplir par le candidat, précisant les éléments de réponses attendus.
- Le présent Règlement de la Consultation (RC),
- Le plan du local

6.3 Documents à produire par les candidats :

6.3.1 Documents à produire par tous les candidats :

Les entreprises auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Un dossier de candidature comprenant :

Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

- Le candidat présentera le mandataire, les cotraitants et les sous-traitants (coordonnées, nature du groupement, identification du mandataire, N° de SIRET...). Dans une lettre de candidature : s'inspirer du formulaire DC1 des marchés publics, téléchargeable sur le site <https://www.servicepublic.fr/professionnelsentreprises/vosdroits/R38271>
- La déclaration du candidat individuel ou du groupement (ou « **imprimé DC2** ») (à télécharger sur le site www.economie.gouv.fr)
- Si le candidat est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (pouvoir de la personne signataire ou extrait du Kbis, extrait du PV de conseil d'administration...)
- Les attestations d'assurance du candidat en cours de validité
- déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'a pas fait l'objet d'une procédure de contravention de grande voirie
- Références en termes de gestion et de promotion d'activités commerciales.
- Lettre de motivation détaillant le parcours professionnel du candidat et ses motivations pour le projet d'AOT.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités techniques de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du contrat.

- Un dossier d'offre comprenant :

- l'offre technique du candidat, respectant le cadre de réponse du cahier des réponses attendues (CRA) fourni dans le dossier de consultation.
- le projet de convention qui devra être daté et signé.

6.3.2 Documents à produire uniquement par le candidat arrivé en tête du classement :

A l'issue de la consultation, le candidat arrivé en tête du classement devra fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public (impôts sur les sociétés et taxes sur la valeur ajoutée).

Article 7 – Sélection des candidatures et jugement des propositions

Jugement des candidatures :

Sont éliminées les candidatures qui ne sont pas recevables. Sont également éliminées les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées au présent règlement de consultation, sauf structure en cours de constitution, ou autre cas particulier dûment justifié.

La personne publique décide discrétionnairement de demander des compléments de candidature. Elle se réserve également la possibilité d'analyser la recevabilité des candidatures après avoir effectué l'analyse des offres.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques- Capacités professionnelles au moyen des deux documents suivants :

Référence en termes de gestion et de promotion d'activités commerciales.

Lettre de motivation détaillant le parcours professionnel du candidat et ses motivations pour le projet d'AOT.

Jugement des propositions :

Les propositions devront être conformes aux prescriptions du projet de convention d'occupation du

domaine public.

La convention d'occupation du domaine public sera attribuée à la proposition la plus avantageuse, appréciée et notée au regard des critères suivants :

- critère 1 : Pertinence du projet au regard de la destination du bâtiment (50%)
- critère 2 : Pertinence des méthodes commerciales proposées pour dynamiser et faire connaître la maison des produits de Camargue (20%)
- critère 3 : Pertinence de la proposition du candidat concernant la gestion quotidienne du bâtiment (30%)

A la note obtenue pour chaque critère, sera appliqué le coefficient de pondération du critère considéré.

7.6. Modification de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des propositions est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7.7. Conditions d'envoi des candidatures et des propositions

Les candidats sont invités à adresser leurs propositions **par voie électronique**.

Les dossiers devront être transmis par voie dématérialisée, sur la plateforme <https://www.marchesonline.com/>

En cas de signature électronique des propositions, ils devront s'assurer que la signature est valide et conforme à la réglementation. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

Les candidats sont autorisés à remettre un dossier papier, à l'adresse suivante, contre récépissé, du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 :

Mas du Pont de Rousty,
Route des Saintes Maries de la mer
13200 Arles

Les plis comporteront les mentions « NE PAS OUVRIR », ainsi que le nom de la consultation.

En cas de dépôt du dossier en main propre, les candidats sont invités dans tous les cas à s'identifier sur la plateforme marché online lors du retrait du dossier de consultation, afin d'être destinataire des éventuelles modifications du dossier, et des questions réponses posées par les candidats.

7.9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

7.10. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour élaborer leur proposition technique et financière, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, une demande **écrite** au Parc naturel régional de Camargue, par mail à l'adresse suivante : r.abbes@parc-camargue.fr ou sur la plateforme <https://www.marchesonline.com/> en rappelant l'objet de la consultation.

Une réponse sera alors adressée **par écrit** au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.